

## Le fief des alaouites

*Par Fabrice Balanche, Maître de conférences, Université Lyon 2, GREMMO*

*Traduction de l'article paru dans LIMES (mars 2013), revue italienne de géopolitique*

*<http://temi.repubblica.it/limes/>*

Deux années après le début de la révolte syrienne, l'hypothèse d'un réduit alaouite dans la région côtière a fini par s'imposer en cas de perte de Damas par le régime de Bachar el Assad. Ce scénario de partition de la Syrie est bien sûr décrié à la fois par les oppositions syriennes et le régime lui-même, qui se veulent les garants de l'unité du pays et opposés au communautarisme. Les syriens interrogés par les journalistes réfutent catégoriquement, devant les caméras et les micros, l'idée d'une partition du pays. Le dogme officiel de l'unité arabe syrienne paraît inscrit dans les consciences, même les Kurdes ne demanderaient qu'une simple autonomie dans le cadre d'une Syrie unie. La division de la Syrie sur des bases communautaires ne serait qu'une invention de l'Occident, un objectif du plan « américano-sioniste » pour affaiblir les pays arabes et soutenir Israël : l'Irak en 2003, le Soudan en 2011 et la Syrie aujourd'hui. Le fait que la Syrie soit en proie à une guerre civile avec une dérive communautaire est également nié par les belligérants, qui sont parvenus à en persuader les journalistes et les politiciens occidentaux jusqu'à ces derniers mois. Les déclarations de Lakhdar Brahimi<sup>1</sup> et le rapport de l'ONU rendu public le 20 décembre 2012<sup>2</sup> ont fini par faire prendre conscience de l'état de guerre civile communautaire dans laquelle se trouve la Syrie. Or le dénouement logique d'une guerre civile communautaire est bien la partition du pays à défaut de génocide<sup>3</sup>. Le Liban constitue une exception, mais qui nous dit que la guerre civile est vraiment terminée au pays du Cèdre ? Si les insurgés parvenaient à s'emparer de Damas, les forces alaouites du régime de Bachar el Assad n'auraient d'autre solution que de se replier dans la région côtière pour éviter le massacre, où elles pourraient constituer un réduit défensif. Le régime n'a pas encore perdu le contrôle de la capitale ni des grandes villes du pays, ce qui éloigne cette perspective. N'oublions pas que son objectif premier, à travers la stratégie de contre-insurrection mise en œuvre, vise avant tout à conserver le pouvoir sur l'ensemble du territoire. Vu d'Occident, cela semble utopique, mais concrètement nous n'avons aucun signe tangible prouvant sa défaite à court terme.

---

<sup>1</sup> Al Jazeera, « Interview: Syria peace envoy Lakhdar Brahimi », 20 septembre 2012, <http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2012/09/2012920731664541.html>

<sup>2</sup> ONU, « La Commission d'enquête sur la Syrie confirme l'aggravation d'un conflit de plus en plus sectaire », 20 décembre 2012, <http://www.un.org/apps/news/storyF.asp?NewsID=29545&Cr=Syrie&Cr1=Commission#.UPrLiGe8B8F>

<sup>3</sup> Derriennic Jean-Pierre, *Les guerres civiles*, Presse de Sciences Po, 2001.

## Une motivation avant tout sécuritaire

En cas de perte du pouvoir, la famille Assad pourrait trouver un refuge en Amérique latine ou éventuellement en Russie, où elle serait moins exposée à une demande d'extradition par la justice internationale. Mais que deviendraient les cadres de son régime et les centaines de milliers d'exécutants, agents des services de renseignement (*moukhabarat*), soldats, para militaires (*shabiha*) et même les simples fonctionnaires, alaouites ou non, qui participent ou sont accusés de participer à la répression par les oppositions ? Ils n'ont pas les moyens de s'exiler et surtout vers quelle destination ? La montée en puissance des groupes djihadistes dans l'opposition armée leur font craindre le pire, d'autant que l'opposition politique, à travers la Coalition Nationale Syrienne, ne leur apporte guère de garanties sur une éventuelle réconciliation nationale<sup>4</sup>. La situation des anciens cadres baathistes du régime de Saddam Hussein fait jurisprudence en Syrie puisque ces derniers, après avoir été chassés de l'armée et de l'administration, n'ont même pas le droit de se présenter aux élections. Les chrétiens syriens gardent en mémoire le sort de leurs homologues irakiens dont les trois-quarts ont dû quitter le pays, en raison de l'insécurité dont ils étaient victimes. Par extension l'ensemble des minorités confessionnelles (20% de la population<sup>5</sup>) en Syrie craignent l'hégémonie d'une communauté arabe sunnite (65% de la population) dominée par les islamistes. Quant au Kurdes (15% de la population), ils profitent de la situation pour constituer leur propre territoire sur le modèle du Gouvernement Régional du Kurdistan irakien ; une raison supplémentaire pour que les alaouites dans la région côtière et les druzes dans leur montagne au sud-est de Damas constituent des réduits communautaires et sécuritaires.

## Le fief alaouite

Le Jebel Ansaryeh est historiquement une montagne refuge, tout comme le Mont Liban, le Sindjar et le Jebel Druze. Protégé par le relief escarpé et la pauvreté du massif, les alaouites ont été préservés dans le Jebel Ansaryeh de la réaction sunnite du XIII<sup>ème</sup> siècle. La doctrine alaouite ou nosairi, du nom de son fondateur Muhammad Bni Nusayr Al Namiri, est apparue en Irak au XI<sup>ème</sup> siècle. Comme tous les chiites, les Alaouites vénèrent Ali, au point qu'ils le considèrent comme Dieu. Le Prophète Mahomet n'occupe qu'une place secondaire : il n'est que le voile, qui masque « le sens » incarné par Ali. Le troisième personnage de la trilogie alaouite est Salman, compagnon du Prophète, la « porte » de la connaissance. Ces trois personnages sont représentés par des symboles astraux : Ali est la lune, Mahomet le soleil et Salman le ciel. L'existence d'une « Trinité », dans la religion alaouite, fit penser à Henri Lammens<sup>6</sup> que les Alaouites étaient des Chrétiens qui s'étaient réfugiés dans la montagne

<sup>4</sup>Pertes Volker, « Looking Past Assad », *The New York Times*, 5 janvier 2012, [http://www.nytimes.com/2013/01/05/opinion/global/looking-past-assad.html?smid=fb-share&\\_r=0](http://www.nytimes.com/2013/01/05/opinion/global/looking-past-assad.html?smid=fb-share&_r=0)

<sup>5</sup> Chrétiens 5%, alaouites 10%, Ismaéliens 1%, chiites duodécimains 1%, druzes 3%. Balanche Fabrice, *Atlas du Proche-Orient arabe*, Paris, PUPS, 2012.

<sup>6</sup> Lammens Henri, « Les Nosairis. Notes sur leur histoire et leur religion », *Etudes religieuses*, Paris, 1899, n°461.

lors de la reconquête musulmane. En fait, d'après Louis Massignon<sup>7</sup> cette trilogie est issue de l'antique gnosticisme astral de l'Orient, qui s'est maintenu en dépit du Christianisme et de l'Islam dans certaines sectes. Outre la dévotion mystique que les Alaouites vouent à Ali, véritable incarnation de Dieu sur terre, l'originalité de la doctrine alaouite tient dans la croyance en la réincarnation.

Leur croyance en la métempsychose, le caractère secret de la religion, l'absence de mosquée, la tolérance de l'alcool ou le fait que les femmes ne soient pas voilées, sans oublier l'isolement et la pauvreté dans laquelle ils vivaient ont contribué à la diffusion de légendes « infamantes » sur leur compte<sup>8</sup>. La secte fut condamnée par les docteurs de l'Islam sunnite, tel Ibn Taymiyya, qui dans une célèbre fatwa, « jugea les Nusayyris plus infidèles encore que les idolâtres et déclara licite le Djihad contre eux »<sup>9</sup>. Les fatwas d'Ibn Taymiyya constituent toujours une référence pour les salafistes, notamment ceux venus combattre en Syrie le régime « nosairi ».

Du XIII<sup>ème</sup> au XIX<sup>ème</sup> siècle, les alaouites demeurèrent reclus dans leur montagne, ils ne la quittaient que poussés par la faim pour s'embaucher comme métayers dans les grandes propriétés des plaines alentours appartenant aux aghas sunnites de Lattaquié, Jableh, Homs, Hama et Tripoli. Les seuls alaouites qui résidaient en ville étaient des domestiques, le plus souvent des jeunes filles que leurs parents avaient vendues pour dix ans aux familles citadines pour servir de bonne, avec tous les risques que cela comportait pour leur vertu. Cette tradition a fini par disparaître dans les années 1980, le niveau de vie de la communauté s'étant nettement amélioré, il n'était plus nécessaire de recourir à cette pratique pour nourrir le reste de la famille. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, la mise en valeur des terres agricoles de la Syrie centrale et de la plaine d'Antioche<sup>10</sup> a attiré des dizaines de milliers de paysans alaouites du Jebel Ansaryeh, ce qui explique la dispersion actuelle de la communauté en dehors de la région côtière.

La France, qui a obtenu un mandat de la SDN sur la Syrie et le Liban en 1920, créa un Etat des Alaouites au sein de la fédération de Syrie en 1922. Les frontières de cet Etat reposent sur des limites communautaires entre alaouites et sunnites. Cette définition pose quelques problèmes dans le Nord, car les cantons turkmènes de Baer et Bassit tournés vers Lattaquié dépendaient administrativement du Sandjak d'Alexandrette, si bien qu'en 1924, ils furent rattachés à l'Etat des Alaouites. Dans le nouvel Etat, les alaouites représentent les deux tiers de la population : 224 000 personnes sur 350 000 en 1935. Les sunnites, essentiellement présents dans les villes et le nord de l'Etat, constituent la deuxième communauté avec 64 500 personnes, le reste de la population est chrétienne (58 000) et ismaélienne (3 500)<sup>11</sup>. Le Mandat français concentre ses efforts sur l'éducation, le but étant de créer une élite alaouite capable de prendre le destin de l'Etat en main car les sunnites et les chrétiens accaparaient

<sup>7</sup> Massignon Louis, « Nusairi », in *Encyclopédie de l'Islam*, tome III, Paris, 1936, p. 1030.

<sup>8</sup> Weulersse Jacques, *Le Pays des Alaouites*, Tours, 1940, p. 57.

<sup>9</sup> Halm Henry, « Nusairi », in *Encyclopédie de l'Islam*, Paris, 1993, p. 148 – 150.

<sup>10</sup> En 1939, les Alaouites constituaient 40% de la population de la province d'Alexandrette.

<sup>11</sup> Weulersse Jacques, *Le pays des Alaouites*, Tours, 1940

toujours les postes clés. La nouvelle armée du Levant représente un débouché professionnel et un moyen de promotion sociale beaucoup plus rapide pour les montagnards alaouites illettrés. En 1945, les alaouites constituaient le tiers des effectifs de ses effectifs, des hommes de troupes mais très peu d'officiers, néanmoins la tradition militaire était lancée dans la communauté, les alaouites allaient finir par accéder aux plus hauts grades.

L'Etat des Alaouites fut intégré dans l'Etat de Syrie avec celui du Jebel Druze en 1936. La France n'était pas parvenue à construire une élite moderne alaouite capable de prendre le destin de l'Etat en main. Le sentiment identitaire alaouite n'était pas assez puissant à l'époque pour résister à la concurrence du nationalisme arabe, d'autant qu'en 1936 l'imam de Palestine, El Hajj Amin Al Husayni, reconnu les alaouites comme musulmans, ce qui leur donnait la garantie de ne pas être discriminés dans une Syrie dominée par les sunnites. Après le départ des troupes françaises, il se produisit quelques heurts avec les nouvelles autorités syriennes, qui supprimèrent l'autonomie héritée du mandat. Sleiman Merched, un notable alaouite de Jobet Borghal et guide religieux d'une secte qui porte son nom, fut arrêté pour rébellion contre l'Etat et pendu avec son fils à Damas. Mais globalement, les notables alaouites acceptèrent l'intégration dans la nouvelle république syrienne. Leurs enfants profitèrent des opportunités de carrière dans l'armée que leur offrait la construction du nouvel Etat indépendant.

L'importance croissante des alaouites dans l'armée syrienne, boudée par les élites citadines sunnites, leur permit de jouer un rôle prépondérant lors du coup d'Etat baathiste de 1963. Par la suite, ils marginalisèrent progressivement les autres communautés jusqu'à l'avènement d'Hafez el Assad après le coup d'Etat du 17 novembre 1970<sup>12</sup>. En fait, si Hafez el Assad a réussi à s'imposer au sein de l'appareil militaire et du parti Baath, c'est parce qu'il s'est appuyé délibérément sur les structures tribales et communautaires, que le Baath était censé combattre. Il a fait d'une communauté alaouite divisée, en multiples tribus et clans, un monolithe dédié au contrôle de l'Etat en les intégrant massivement dans l'administration, l'armée et les services de renseignement (moukhabarat). Les alaouites n'occupent pas forcément les postes de premier plan, ils sont directeurs adjoint, vice-ministre, simple fonctionnaire ou seulement portier et balayeur, mais ils détiennent la réalité du pouvoir. Michel Seurat, dans *l'Etat de Barbarie*<sup>13</sup>, écrivait que dans l'armée syrienne, les généraux pouvaient avoir moins de pouvoir qu'un simple lieutenant, car c'est l'appartenance à la assabiyya des Assad qui prime et non le grade.

Au sein de l'armée, l'encadrement est aujourd'hui en majorité alaouite, les officiers sunnites sont dispersés sur le territoire pour éviter que leur concentration géographique ne leur permette de soulever des régions, et relégués dans l'intendance et la logistique. La cohésion de l'armée syrienne durant la révolte actuelle s'explique par l'attention quotidienne qu'apporte le Président syrien aux promotions et aux mutations des officiers. Le

<sup>12</sup> Van Dam Nikolaos, *The Struggle For Power in Syrian: Politics and Society Under Asad and the Ba'th Party*, London, IB Tauris, 1996.

<sup>13</sup> Seurat Michel, *L'Etat de barbarie*, Le Seuil, Paris, 2012.

recrutement des unités d'élite, telle la quatrième division de Maher el Assad, se fait exclusivement au sein de la communauté alaouite. Cette garde prétorienne est utilisée pour défendre Damas et pour les missions les plus stratégiques, car elle est la mieux équipée de toute l'armée syrienne. Les pilotes de l'aviation militaire, corps d'origine d'Hafez el Assad, sont également quasi exclusivement alaouites. Jusqu'à présent seul un pilote druze a fait défection avec son appareil, ce qui contraste avec l'hémorragie rapide de l'aviation de Mouammar Kadhafi.

### **Le lien avec la région côtière est maintenu**

Avec la prise du pouvoir par le parti Baath en 1963, et plus encore celle d'Hafez el Assad en 1970, de nouvelles opportunités de travail conduisirent les alaouites à se rendre massivement dans les villes dont ils avaient été exclus pendant des siècles. Les villes côtières, Lattaquié, Baniyas Jableh et Tartous, sunnites avec une minorité chrétienne sont désormais peuplées en majorité par des alaouites. A Homs, les alaouites représentaient 25% de la population avant la crise. La plus forte communauté alaouite se trouve à Damas, difficile d'en estimer le nombre en raison de sa dispersion, mais au minimum 500,000 personnes sur une agglomération de 4,5 millions d'habitants. Damas est la véritable capitale du territoire alaouite, puisque c'est le lieu du pouvoir, de la redistribution et de la promotion sociale. Les alaouites résident dans des camps militaires autour de l'agglomération (Massaken Dimas), des quartiers proches des lieux de pouvoir (Mezzeh 86), dans les villes druzo-chrétiennes de la périphérie : Sahnaya, Jdaydeh Artouz, Jeramana, plus accueillantes que les localités sunnites telles que Douma ou Daraya, fiefs de la rébellion. Pour la plupart des alaouites de Damas, leur séjour dans la capitale est vécu comme provisoire. La première génération conserve un logement dans la région côtière, qu'ils utilisent comme résidence secondaire mais aussi refuge potentiel, ce qui est le cas aujourd'hui. Les enfants nés à Damas ne parviennent pas vraiment à s'intégrer, et bon nombre suivent leurs parents sur la côte lorsque ces derniers partent en retraite.

Lors de la révolte des Frères Musulmans entre 1979 et 1982, les alaouites furent pris pour cibles là où ils étaient en minorité. Plusieurs dizaines de milliers d'alaouites d'Alep et de la campagne d'Idleb vinrent se réfugier à Lattaquié. Le quartier de Daatour Besnada, dans la banlieue de Lattaquié, fut construit par ces réfugiés. A Tartous, le quartier « El Arid » a été créé au début de la guerre civile libanaise lorsque des milliers d'alaouites furent Tripoli. Actuellement, un nouveau quartier de réfugiés apparaît dans la périphérie sud de Tartous : « Homs Jdid » (Le nouvel Homs). La notion de territoire refuge n'est donc pas une simple vue de l'esprit, mais une réalité concrète pour la communauté alaouite, car leur région a déjà joué ce rôle dans le passé. Dès le début de la crise actuelle, des familles alaouites de Homs et de Damas sont venues se réfugier sur la côte. Le mouvement n'est pas encore général, mais il pourrait le devenir si Damas, Alep, Hama et Homs tombaient entre les mains des rebelles.

### **Un réduit alaouite est-il viable ?**

On peut se poser la question de la viabilité d'un futur Etat alaouite sur la côte syrienne. Dans un scénario optimiste pour les alaouites, il pourrait s'étendre sur 9,000 km<sup>2</sup> (les mohafazas de Lattaquié et de Tartous, les mantiqas de Sqelbyeh, Masyaf de la mohafaza de Hama, les mantiqas de Tell Kalagh et l'ouest de celle de Homs, dont les quartiers alaouites de la ville au minimum) et compter 3 millions d'habitants. Dans un scénario pessimiste, il serait réduit à 6,000 km<sup>2</sup> par la perte des territoires mixtes au nord de Lattaquié et dans la trouée de Homs, sa population serait la même car le repli s'accompagnerait de celui des populations alaouites des territoires perdus, dont celle de Homs. Qu'il s'agisse d'un grand réduit alaouite ou d'un petit réduit alaouite, il dispose d'une infrastructure capable de lui donner une réelle autonomie : raffinerie de pétrole et centrale thermique à Baniyas, cimenterie à Tartous, deux ports internationaux (Lattaquié et Tartous), un aéroport de capacité international à proximité de Lattaquié. Les besoins en eau sont largement couverts pour la plus grande prospérité de l'agriculture irriguée, qui fait du littoral syrien la banlieue maraîchère des grandes villes de l'intérieur. La découverte de champs d'hydrocarbures en Méditerranée orientale laisse espérer que la Zone Economique Exclusive, syrienne aujourd'hui et alaouite demain, n'est pas non plus dénuée de ressources, ce qui pourrait donner à notre réduit alaouite une autonomie énergétique dans un futur proche. Le problème majeur sera de trouver du travail pour les centaines de milliers de militaires et de fonctionnaires qui auront de fait perdus leur travail. Les 4/5 des alaouites travaillent pour l'Etat et l'économie de la région alaouite repose essentiellement sur les transferts publics. Les alaouites ne sont pas des entrepreneurs dans l'âme, pour des raisons liés à leur confinement dans le monde rural jusqu'à une date récente et leur intégration massive dans la fonction publique. Dans la région côtière ce sont toujours les sunnites et les chrétiens qui dominent l'industrie et le commerce. Mais ces interrogations sur la viabilité économiques sont mineures, car la motivation première des alaouites pour constituer ce territoire est de se mettre en sécurité.

Les alaouites peuvent facilement défendre leur territoire grâce à l'expérience militaire et l'armement dont ils disposent. Par la mer et par les airs, la Russie et l'Iran peuvent continuer à leur fournir une assistance logistique. Plusieurs bases militaires ont été construites dans le Jebel Ansaryeh à l'époque d'Hafez el Assad. L'abrupt oriental du Jebel Ansaryeh constitue une défense naturelle facile à contrôler mais ensuite dans les plaines et plateaux de l'intérieur, l'Oronte n'est pas une véritable barrière sur laquelle l'armée alaouite pourrait s'appuyer. L'extension de l'aire de peuplement alaouite dans l'intérieur de la Syrie accompagnés de moyens militaires pourraient leur permettre de conserver une partie de Homs, notamment les quartiers sud, car il existe une continuité territoriale entre l'aire de peuplement alaouite du littoral et Homs. Au nord-ouest de Hama, la petite ville chrétienne de Mehardeh pourrait être également incluse dans ce réduit alaouite. D'une part, les chrétiens se sentent davantage en sécurité avec les alaouites, d'autre part Mehardeh est un point d'appuis pour protéger les villages alaouites du Ghab. Les massacres de civils à Houla (sunnite), Mazraa Qoubeyr (sunnite) et Aqrana (alaouite), qui ont fait une centaine de morts

chacun, anticipe de futurs nettoyages ethniques. Les enclaves sunnites de Tell Kalagh, à la frontière libanaise, et du Krak des Chevalier, à proximité du Wadi Nassara (la vallée de Chrétiens) risquent d'être vidés de leur population, moins en raison de leur confession que du soutien qu'ils apportent à la rébellion. Actuellement, le territoire que nous définissons comme le réduis alaouite compte environs 70% d'alaouites, 20% de sunnites, 8% de chrétiens et 2% d'Ismaéliens<sup>14</sup>. Si les chrétiens et les ismaéliens ne posent pas de problème pour la cohésion du territoire, il n'en va pas de même des sunnites. Certes, on ne peut réduire la guerre civile en Syrie à une opposition stricte entre les sunnites les minorités confessionnelles ; beaucoup de sunnites se sentent désormais solidaires des minorités en raison du caractère islamiste que prend l'opposition armée et l'opposition au régime de Bachar el Assad transcende les clivages ethniques et confessionnels, mais avec la guerre civile, l'affrontement se déplace de plus en plus vers le communautaire. La guerre civile communautaire ne sera généralisée que lorsque les combats opposeront alaouites et sunnites pour le contrôle du « Corridor de Lattaquié ».

### **Le « Corridor de Lattaquié »**

Lattaquié et les territoires sunnites au nord de la ville côtière représentent la plus grande faiblesse pour la cohésion du réduit alaouite. Sur les 400,000 habitants que compte Lattaquié la moitié sont sunnites, concentrés au centre et à l'ouest de la ville, tandis que les alaouites occupent les quartiers est et nord. Au nord de Lattaquié, les cantons de Baer et de Bassit sont en majorité turkmène, notamment Baer adossé à la frontière turque, une région de collines boisées isolée qui constitue une zone de maquis pour les rebelles. La petite ville de Haffeh, à trente kilomètres à l'est de Lattaquié, et les villages alentours sont sunnites. Ils ont été brièvement occupés par les rebelles en juin 2012, avant qu'une offensive de l'armée régulière n'en reprenne le contrôle. Les rebelles sont venus de la Montagne des Kurdes<sup>15</sup> (Jebel Akrad), nommée ainsi parce qu'elle est peuplée par des tribus kurdes installées au Moyen-Age, mais qui sont depuis arabisés. Depuis le printemps 2012, les maquis du Jebel Akkrad menacent Lattaquié et tiennent sous leur feu l'autoroute et la voie de chemin de fer, qui relie Lattaquié à Alep via Jesser Shoghur. Dans cette zone de montagne difficile d'accès, l'armée régulière ne peut se risquer sans de fortes pertes. Elle préfère les contenir les rebelles plutôt que d'essayer de les déloger inutilement, même si leur présence coupe les communications terrestres entre Alep et Lattaquié.

Cette zone est hautement stratégique, si le scénario du réduis alaouite se confirme, la Syrie sunnite exigera un accès à la mer direct pour ne pas être soumise au bon vouloir des alaouites. Il lui sera difficile d'obtenir par la force la trouée de Homs avec un débouché à Tartous ou à Hamydyeh, bourg sunnite du littoral, car la région est dominée par les alaouites. En revanche, une percée vers Lattaquié paraît plus envisageable, en raison de la présence sunnite et du soutien potentiel de la Turquie. Au nom de la protection de la

<sup>14</sup> Balanche Fabrice, *La région alaouite et le pouvoir syrien*, Paris, Karthala, 2006.

<sup>15</sup> Balanche Fabrice, « Syrie : la «Montagne des Kurdes», prochaine zone martyre de la révolte ? », *Libération*, 12 juin 2012. [http://www.libération.fr/monde/2012/06/12/syrie-la-montagne-des-kurdes-prochaine-zone-martyre-de-la-revolte\\_825808](http://www.libération.fr/monde/2012/06/12/syrie-la-montagne-des-kurdes-prochaine-zone-martyre-de-la-revolte_825808)

minorité turkmène, tout comme elle l'a déjà prétextée dans le Nord Irak, la Turquie pourrait alors intervenir directement ou soutenir une opération militaire des rebelles pour contrôler le corridor de Lattaquié. La ville serait coupée en deux, comme risque de l'être Homs. Quant aux alaouites de Bassit et aux Arméniens de Kessab, il ne leur restera plus qu'à abandonner leurs villages passés sous contrôle turc et turkmène.

### **Le rôle des puissances extérieures**

Les conditions locales sont réunies pour qu'un réduit alaouite voie le jour en cas de défaite du régime. Mais il faut également que cette entité territoriale soit soutenue par des puissances extérieures. Il est clair que l'Iran n'abandonnera pas les restes du régime de Bachar el Assad et la communauté alaouite. Une certaine solidarité chiite l'oblige envers cette dernière, même si son caractère hétérodoxe gêne tout autant les ayatollahs que les oulémas sunnites. Sur le plan géopolitique, ce réduit alaouite permettrait au Hezbollah libanais de ne pas être isolé au Levant face à un camp sunnite renforcé par sa victoire en Syrie. Le rêve de l'Arabie Saoudite et des Etats Unis d'éliminer le Hezbollah pourrait alors se concrétiser. L'attaque étant la meilleure défense, la chute du régime de Bachar el Assad provoquerait une offensive du Hezbollah contre les groupes salafistes du Nord Liban, pour éviter que ce territoire ne serve de tête de pont à une attaque contre lui. Cela lui permettrait d'effectuer la jonction avec le réduit alaouite. Au Nord Liban, la population chiite est peu nombreuse, mais le Hezbollah s'appuie sur des milices alliées : le Parti National Socialiste Syrien, le Parti Démocratique Arabe (alaouite) et les Maradas (maronites) de Sleiman Frangieh. Les combattants du Hezbollah sont déjà déployés dans les villages chiites autour de Homs, officiellement pour les protéger des attaques salafistes. En réalité, le Hezbollah soutient l'armée syrienne dans sa reconquête de la Syrie centrale et parachève l'encercle de la poche sunnite du Nord Liban d'où proviennent ces principaux ennemis libanais.

La politique russe à l'égard de la Syrie de Bachar el Assad et de cette éventuelle Abkhazie méditerranéenne s'inscrit dans une double stratégie régionale et mondiale. La Russie apportera son soutien militaire et international au réduit alaouite. Cela lui permettra de conserver sa base militaire de Tartous et les stations radars qui surveillent les mouvements de l'OTAN en Turquie notamment. La Russie de Wladimir Poutine poursuit la politique séculaire des tsars de décente vers la Méditerranée, que cela soit à travers le Caucase ou la Méditerranée orientale. Il s'agit pour elle de contrôler les routes des hydrocarbures venus d'Asie centrale et du Golfe arabo-persique. Ce qui implique sa présence sur le littoral levantin, avec un Etat alaouite, tout comme sur celui de la mer Noire avec l'Abkhazie et l'Adjarie. Le réduit alaouite pourrait ainsi bénéficier d'une rente stratégique de la part de Moscou.

A l'échelle mondiale, il s'agit pour la Russie de revenir au premier plan, non plus dans un affrontement direct avec l'OTAN, mais en coopération avec les autres BRICS pour disputer l'hégémonie de l'OTAN sur la planète. La Russie rend coup pour coup : en 2008 l'invasion de la Géorgie et le soutien aux indépendantistes Abkhazes et Ossète correspondait à



l'indépendance du Kosovo imposée unilatéralement par l'OTAN en 2007. Le soutien indéfectible à la Syrie répond à ce que Wladimir Poutine considère comme un coup de force occidental en Lybie. En revanche la Russie apporte son soutien à l'intervention française au Mali contre les djihadistes<sup>16</sup>, ce qui laisse penser qu'elle a obtenu des concessions sur le dossier syrien.

Israël pourrait également être susceptible de soutenir la création d'un Etat alaouite. Certes, son objectif primordial est de rejeter le plus loin possible de ses frontières l'Iran, mais il ne faut pas pour autant trop affaiblir le Hezbollah et ses alliés au profit du camp sunnite. Si un conflit durable entre sunnites et chiites pouvait s'installer au Proche-Orient, cela profiterait directement à Israël. La partition de la Syrie affaiblirait les nouveaux maîtres de Damas, qui seraient ainsi moins revendicatifs à l'égard du Golan. Par ailleurs, la création d'un nouvel Etat de type communautaire légitimerait davantage l'existence de l'Etat juif.

### **La balkanisation du Proche-Orient**

Le but de Bachar el Assad n'est pas de construire un réduit alaouite, mais de conserver le pouvoir sur l'ensemble du territoire syrien. Il est persuadé de pouvoir l'emporter à terme, par sa stratégie de contre-insurrection. Tant qu'il possède le soutien de la Russie et de l'Iran, que l'insurrection demeure incapable de passer du stade de la guérilla à celle d'une organisation unifiée, il conserve toutes ses chances de l'emporter. La montée en puissance des islamistes dans l'insurrection fournit une idéologie de contre-insurrection mobilisatrice pour les minorités confessionnelles et l'ensemble de la population qui souhaite voir rapidement la paix revenir et surtout ne pas vivre sous le régime de la sharia. Néanmoins on ne peut exclure une victoire de l'insurrection dans la durée, grâce à un regain d'aide extérieure, mais il semble compromis du côté occidental avec l'intervention française au Mali, ce qui signifie que le conflit va s'enliser. Or, plus le conflit s'éternise avec son cortège de victimes et de destruction, plus les rebelles auront des motifs de vengeance à l'égard de ceux qui soutiennent le régime, les alaouites en particuliers. Même dans le cas d'une transition politique en « douceur », mais est-ce vraiment possible après ce déchainement de violence, le nouveau régime sunnite s'empressera de nettoyer l'armée et l'administration des alaouites, ce qui ne peut que les inciter à faire sécession vis-à-vis d'une Syrie sunnite qui les rejette.

Le réduit alaouite est donc une réalité à prendre en compte en cas de chute du régime à court terme si le régime s'effondre, mais aussi à long terme s'il parvient à surmonter cette crise. Plusieurs facteurs démographiques, économiques et géopolitiques jouent contre le régime de Bachar el Assad à l'horizon de dix années. Plus globalement, le Proche-Orient est rattrapé par le processus de segmentation de la société sur des clivages confessionnels et

---

<sup>16</sup> Ria Novosti, « Les opérations des forces françaises au Mali sont conformes aux normes du droit international, a déclaré lundi soir à New York l'ambassadeur russe à l'Onu Vitali Tchourkine. "Les actions entreprises par les Français (...) s'inscrivent dans le cadre la résolution 2085 et sont conformes au droit international, ce recours à la force militaire ayant été décrété à la demande du gouvernement malien", a indiqué le diplomate russe à la veille de consultations à huis clos du Conseil de sécurité sur la situation au Mali », <http://fr.rian.ru/world/20130115/197225673.html>

ethniques<sup>17</sup>, qui avaient été gelés durant la guerre froide. Les Etats issus des accords Sykes-Picot, entre la France et la Grande Bretagne, ont perdu leur légitimité à travers l'échec du mode de développement et leur capacité de redistribution, ce qui en cas de crise économique renforce les solidarités communautaires au détriment d'une unité nationale en lente construction. La politique américaine au Moyen Orient et la mondialisation économique encouragent les tendances naturelles à la fragmentation, que les dirigeants des Etats « nations » ont tenté de combattre tout en les utilisant, car c'est là le paradoxe, pour conserver le pouvoir.

---

<sup>17</sup> Corm Georges, *Le Proche-Orient éclaté 1956-2010*, Paris, Gallimard, 2010